

## Algérie : l'union sacrée contre Bouteflika

Les élections d'avril, chargées d'incertitudes: pour la première fois, l'armée a promis de rester neutre et l'opposition s'est rassemblée contre le président.

Manuel Ostos

**A** six heures et demie de l'après-midi le 10 janvier 2004, les habitants d'Alger et sa province souffraient les effets d'un séisme de 5,7 degrés qui, fort heureusement, n'a provoqué aucune victime mortelle. D'aucuns jugent cependant que cette secousse physique sera probablement suivie, à la mi avril, d'un autre « séisme », cette fois-ci politique, à savoir les élections présidentielles, chargées d'incertitude et d'inquiétude.

Incertain, car pour la première fois dans l'histoire du pays, le vétéran et coriace Front de Libération Nationale (FLN), dont la structure de contrôle repose sur l'autorité qu'il exerce sur les clans régionaux, et qui affiche plus de 30 ans de pouvoir en solitaire, se retrouve dans la situation inédite de se présenter comme une force d'opposition au régime, que personnifie l'un de ses anciens dirigeants, Abdelaziz Bouteflika.

Et inquiétude, car cette fois-ci, les forces armées – le pouvoir dans l'ombre qui a toujours été le porte drapeau de toutes les grandes décisions – ont promis une neutralité absolue et ont affirmé publiquement qu'elles accepteraient le résultat des urnes, même si cela signifiait l'apparition d'un président islamique – hypothèse par ailleurs fort improbable.

La neutralité affirmée par les généraux algériens est cependant teintée de quelques nuances, comme l'a souligné le plus haut gradé et Chef de l'Etat Major, le général Mohamed Lamari, en précisant que l'institution militaire « n'a jamais été et ne sera jamais neutre dans les affaires décisives qui engagent l'avenir du pays ».

### Un front commun contre Bouteflika

**C**ette fois-ci, l'opposition a suscité la surprise en se rassemblant contre la réélection de Bouteflika, pour constituer un « front commun » où cohabitent plusieurs courants et personnalités, quelquefois opposés, ayant pour objectif de supplanter l'actuel chef de l'Etat algérien.

Le 12 janvier 2004, 11 personnalités de l'opposition se sont rassemblées pour proclamer *urbi et orbi* que sous le mandat de Bouteflika, la république est en danger de mort, et pour signer un manifeste dans lequel elles soulignent

que les élections présidentielles sont capitales pour le futur de l'Algérie, et qu'il est nécessaire que le scrutin se déroule dans des conditions crédibles si l'on veut entraîner le pays dans une dynamique de liberté et de démocratie.

Les déclarants augurent alors, sous un ton apocalyptique, que si ce scrutin est gouverné « par les pratiques en cours », la nation risque de sombrer dans le chaos et l'instabilité, sans aucune alternative démocratique.

Pour l'éviter, ils réclament le remplacement du gouvernement actuel par une instance provisoire qui se chargerait de préparer les élections et de gérer les affaires courantes « en instruisant et en contrôlant l'administration ; et en protégeant les acteurs politiques et sociaux qui manifestent leur soutien aux différents candidats ... ».

Parmi ces 11 hommes qui réclament des élections transparentes – ce qui, cela dit en passant, ne connaît aucun précédent – se trouvent cinq anciens chefs de gouvernement (Ali Benflis, Réda Malek, Mouloud Hamrouche, Ahmed Benbitour et Mokdad Sifi), secondés par l'ancien ministre des Affaires étrangères, Ahmed Taleb Ibrahim.

Benflis, Benbitour et Malek avaient été fidèles à Bouteflika et avaient soutenu son programme, mais ils s'en sont peu à peu éloignés car ils pensaient qu'ils ne jouissaient pas d'une liberté suffisante pour pouvoir agir à la mesure de leurs propres qualités.

Ils comptent également sur le soutien du leader du Rassemblement pour la Culture et la Démocratie (RCD), le berbère Saïd Sadi, dont la formation a bien du mal à s'implanter en dehors de sa Kabylie natale ; le général en retraite Rachid Benyellès, dont la seule participation politique fut au sein du FLN ; l'avocat Ali Yahia, octogénaire à l'image de Don Quichotte qui dirige une ligue des droits de l'homme et maintient des relations avec le microcosme intégriste ; et le personnage « historique » de la révolution, Cherif Belkacem qui, pour l'occasion, a rejoint les tranchées.

Benflis, Benyellès et Sadi ont annoncé leur participation à ces élections ; les deux premiers pour la première fois, et le leader berbère pour la seconde, puisqu'il s'était déjà présenté à celles de septembre 1995, auxquelles il avait obtenu 1,2 millions de voix – sur un corps électoral de plus de 13 millions.

Le dernier membre du groupe est Bouguerra Soltani, dirigeant du Mouvement de la Société pour la Paix (MSP) – l'un des deux partis intégristes légalisés – qui a signé le document par procuration, mais a immédiatement adopté une attitude réservée et legaliste, opposée à une suspension des élections présidentielles, sans pour autant écarter définitivement l'éventualité d'une « entente » avec le pouvoir politique.

Ses organisateurs espéraient l'adhésion d'Hocine Aït Ahmed Djeddaï, leader du Front des Forces Socialistes (FFS), mais celui-ci rejeta l'invitation, se retranchant derrière sa propre proposition d'ajourner les élections jusqu'à la fin de l'année, moment où l'on convoquerait à l'unisson les présidentielles et un autre scrutin destiné à former une Assemblée Constituante ; une idée qui a également été lancée par le proscrit Front Islamique du Salut (FIS).

Le « front commun » choisit d'emblée de réclamer la démission du premier ministre, Ahmed Ouyahia, du ministre de l'Intérieur, Noureddine Zerhouni, et du président du Conseil Constitutionnel, le juriste international Ahmed Bejaoui, en accusant ce dernier de ne pas respecter les critères moraux et politiques nécessaires « dans ce genre de circonstances ».

### La neutralité de l'armée

**L**e « généralat », constamment accusé d'être la cause de tous les maux soufferts par l'Algérie depuis son indépendance, serait à cette occasion, aux yeux de ces hommes, la planche de salut de la démocratie et de la transparence – ce qui aurait été jusqu'à présent inimaginable, et constitue un véritable point d'interrogation.

Lamari abandonna sa réserve habituelle pour leur répondre dans un double langage : il déclara tout d'abord que l'armée ne pourrait garantir la légalité des élections que si auparavant tous les candidats, sans aucune exception, le lui réclamaient ; immédiatement après, il déclara que cette fois-ci, les militaires ne présenteraient aucun candidat et n'avaient aucune intention de s'impliquer directement dans le processus électoral.

Ce qui préoccupe les généraux, selon Lamari, c'est que le prochain président puisse modifier la Constitution pour en faire « une chaussure à son pied », ou prendre des décisions susceptibles d'altérer l'ordre républicain et le pluralisme politique ... « dans ce cas, il nous trouverait sur son chemin ».

Ces propos font sans aucun doute référence à l'intention de Bouteflika de réformer la Constitution, ce qu'il avait promis lors de son élection en 1999, car il estimait que le texte voté par référendum en novembre 1996 ne lui convenait pas.

Les 11 porte-drapeaux réagirent de façon mitigée au discours de Lamari, qu'ils considéraient une dialectique mesurée pour répondre à la situation tendue régnant au sein de la campagne électorale, et octroyèrent au géné-



**L'ancien ministre et actuel secrétaire général du FLN, Ali Benflis, fête sa nomination en tant que candidat du parti aux prochaines élections d'avril. Octobre 2003. / AP RADIALPRESS**

ral le mérite de rejoindre leurs pensées en affirmant que les présidentielles n'auraient aucune crédibilité si, comme en 1999, on assistait au retrait des candidats opposés à Bouteflika.

La décision des généraux de se déclarer neutres, mais pas indifférents, et de ne pas intervenir dans les présidentielles, à moins d'incidents majeurs, signifierait que l'institution militaire n'aurait plus le souci d'influencer les résultats, mais d'établir des règles du jeu avec la classe politique qui protégeraient ses intérêts et éviteraient sa marginalisation.

Il y a longtemps que Lamari et ses compagnons d'armes voient dans le modèle turc un système qui pourrait garantir de la meilleure façon possible la transition vers une nouvelle architecture de pouvoir partagé.

Ni le « généralat » ni Bouteflika ne sont disposés à s'affronter dans une bataille susceptible de les fragiliser et de faire la lumière sur leurs différentes optiques pour libérer le pays de la crise. Les deux parties sont conscientes que les épées doivent rester à leurs fourreaux : le pays ne peut se permettre un climat de coup d'Etat permanent, ni une stratégie de tension continue.

Le président algérien maintient contre vents et marées sa ligne de concorde civile pour en finir avec les derniers bastions de l'intégrisme en armes, tandis que les forces armées continuent à préconiser exclusivement une solution de force, même si à un moment donné, ce sont les militaires qui avaient négocié la reddition du bras militaire du FIS, sous les ordres de Madani Mezrag.

### L'intégrisme radical algérien

L'Algérie d'aujourd'hui est fort différente de ce qu'elle était à la fin 1991, quand la seule force capable de s'opposer au FLN était le FIS qui, depuis la révolte populaire contre le système monopartiste du colonel Chadli Bendjedid, en octobre 1988, avait su se présenter comme le sauveur des infortunés, face à un système de « hogra » (arbitraire) et de divisions.

La frange électorale la plus dure de l'intégrisme algérien, qui représente encore 20 % de l'électorat, a aujourd'hui dans la personne du cheikh Abdallah Djaballah, du Mouvement de la Réforme Nationale (MRN), son candidat le plus qualifié, qui fait tout son possible pour obtenir l'appui des dirigeants du FIS, sans que cela ne suscite chez eux le moindre enthousiasme.

Le MRN fut le parti islamiste le plus voté aux élections législatives de mai 2002, où il obtenait 43 des 389 sièges de l'Assemblée Populaire Nationale (APN), 10 % des votes valides, tandis que le MSP obtenait 38 sièges, et perdait de l'ordre de 100 000 votes au bénéfice de ses adversaires.

Sa ligne politique est toujours la plus radicale du microcosme intégriste et sa dernière action d'éclat fut de convaincre le Parlement d'adopter l'un de ses amendements en faveur de l'interdiction de l'importation de boissons alcooliques.

Ses députés ont également réussi à adopter une proposition visant à supprimer les bureaux de vote dans les casernes et les dépendances officielles, dont le scrutin était considéré comme l'un des principaux éléments de fraude. Les militaires devront ainsi se rendre aux collèges électoraux, au même titre que n'importe quel autre citoyen.

Le FIS avertit cependant qu'il ne soutiendra aucun candidat, pour manifester ainsi son rejet à la décision prise par la justice de retirer leurs droits civils aux deux leaders historiques, Abassi Madani et Ali Benhadj, libérés en juillet 2003 après avoir purgé une peine de 12 ans de prison.

Depuis son exil volontaire, tout d'abord en Malaisie, puis ensuite au Qatar, Madani déclara ne pas croire aux promesses de Bouteflika ni à celles de Benflis,

c'est pourquoi il n'apporterait son soutien à aucun des deux candidats.

Le leader intégriste fit connaître le 15 janvier 2004 sa propre initiative de paix, consistant à convoquer une Assemblée Constituante, dont l'objet serait de tenir un référendum sur la nouvelle Constitution républicaine et d'organiser des élections présidentielles, parlementaires et municipales sous la surveillance d'organisations internationales – une formule similaire à celle proposée par les socialistes.

### Bouteflika contre Benflis

Ainsi, les présidentielles vont se dérouler entre deux personnages qui, après s'être mutuellement soutenus, se sont déclaré la guerre et se sont accusés des manigances les plus sombres et tortueuses.

Le principal adversaire de Bouteflika est Benflis, l'homme de confiance qui dirigea sa propre campagne électorale lors des élections précédentes de 1999, et qu'il nomma chef de son cabinet personnel, puis plus tard chef d'Etat, jusqu'à sa fulminante destitution en mai 2003, date à laquelle son « ami et défenseur » prit le contrôle d'un FLN à la direction rajeunie.

Benflis, avocat de 62 ans n'ayant pas appartenu à la nomenclatura de l'ancien parti unique, et Bouteflika, de 66 ans, dont la carrière dans l'ombre du colonel Houari Boumediène a forcément été marquée par le creuset de l'autoritarisme, représentent deux conceptions différentes du pouvoir, condamnées à entrer dans une logique d'affrontement.

L'adversaire de Bouteflika était un parfait inconnu jusqu'en 1987, date à laquelle son nom commença à se faire entendre parmi les fondateurs de la Ligue algérienne des droits de l'homme (LADH), et à attirer l'attention de la classe politique.

L'année suivante, le premier ministre Kasdi Merbah le nomma ministre de la Justice, poste qu'il maintint sous les deux cabinets suivants, respectivement dirigés par Mouloud Hamrouche et Sid Ahmed Ghazali, ce dernier étant le premier chef de gouvernement de la crise apparue fin 1991 avec l'annulation des résultats du premier tour des élections législatives gagnées en décembre par le FIS.

Après l'ouverture dans le Sahara des premiers camps de concentration de prisonniers intégristes sous l'état de siège, Benflis démissionna pour montrer son désaccord, et rejoignit les rangs du FLN, où il commença sa carrière politique, tout d'abord comme membre de son comité central, puis en 1998 comme membre de son comité exécutif.

La fulgurante ascension de Benflis au sein de ce parti fut appuyée par le groupe des principaux généraux qui préparaient la candidature présidentielle de Bouteflika, ce qui l'engagea à accepter la direction de sa campagne électorale.

En mars 2003, Benflis parvint à prendre les rennes du FLN à l'occasion du huitième congrès de ce parti, dans

lequel est apparue une nouvelle direction dont furent écartés les fidèles suiveurs de Bouteflika.

Les vieilles figures du FLN, partisans du rattachement du parti au pouvoir institutionnel, quels que soient les aléas, furent écartées en faveur d'une génération qui, luttant contre tout acte tutélaire, tente de démontrer que cette formation peut cesser d'être un simple appareil et obtenir une deuxième chance.

Le secteur qui, dans ce congrès, tenta sans succès d'obtenir le soutien à la candidature de Bouteflika, ne se déclara pas vaincu, et constitua un « mouvement de régénération » aux ordres de l'actuel ministre des Affaires étrangères, Abdelaziz Belkhadem.

Benflis accusa alors le « président - candidat » d'être à l'origine de la décision prise par le Tribunal Administratif d'Alger, le 30 décembre 2003, de congeler les activités et les biens de ce parti, et de lui interdire de se présenter aux présidentielles sous ce sigle.

Les partisans de Benflis estiment que la victoire est à la portée de la main, et affirment que parmi les cinq généraux constituant le pouvoir occulte, quatre – Lamari ; Smain Lamari, chef du contre-espionnage ; Mohamed Touati, conseiller de la défense de la présidence, dit « le cerveau » en raison de ses discours politiques ; et Fodil Chérif, chef de la Première Région Militaire basée à Blida – soutiennent l'adversaire de Bouteflika.

Le cinquième général, Mohamed Mediene « Toufik », à la tête du puissant Département de Recherches et de Sécurité (ancienne Direction de sécurité de l'armée), plaiderait pour un compromis entre les hommes en uniforme et l'hôte du palais El Madania, siège de la présidence, qui permettrait la réélection de Bouteflika.

Dans l'ombre du président algérien, se trouve l'ancien général Larbi Belkheir, l'un des hommes les plus puissants et influents de ses anciens compagnons d'armes, qui en 1999 a joué un rôle remarqué dans l'élection de Bouteflika.

Benflis n'a pas été formé, contrairement à Bouteflika, dans la culture d'un régime monopartiste, avec un FLN qui avait pour seule légitimité d'avoir été l'acteur principal de la lutte pour l'indépendance, et d'avoir la classe militaire pour ange gardien. Il se déclare fermement décidé à mettre en œuvre la rénovation du vieux parti, en récupérant le soutien populaire aujourd'hui disparu, et en l'inscrivant dans une perspective de libéralisme lui permettant de gagner les élections.

Bouteflika, à moins d'un improbable – mais pas impossible – accord de dernière minute avec les généraux, possède toujours un certain nombre d'atouts. Un tiers des algériens considère qu'il est toujours le plus à même d'exercer la fonction présidentielle, tandis que Benflis obtient le soutien de 20 % de ses compatriotes.

A son actif : la baisse notoire du terrorisme intégriste, les premiers pas d'une négociation destinée à en fi-

nir avec la crise d'identité apparue en Kabylie en 2001, à la suite de l'assassinat d'un étudiant dans une académie de gendarmes, et le soutien visible que lui offrent les principaux interlocuteurs occidentaux d'Algérie.

Le pays possède à l'heure actuelle les plus grandes réserves de devises de son histoire, et bien que le taux de chômage s'élève à plus de 30 % de la population active, le président algérien se dit engagé dans la mise en marche de l'économie, rongée par trop d'années de centralisme bureaucratique.

Dans ce domaine, Bouteflika ne manque pas d'arguments pour défendre ce qui a été réalisé jusqu'à présent, malgré la priorité donnée à la lutte contre le terrorisme. Ainsi, et malgré les difficultés liées au processus de transition d'une économie centralisée vers une économie de libre marché, en 2002, le PIB s'est accru de 4,1 % et l'inflation a été réduite à 1,4 %, alors qu'elle s'é-

levait à 20 % en 1994. Le bilan des actions réalisées dans le domaine économique pendant les cinq années de son mandat, publié à la fin janvier 2004, montre qu'à la fin de l'année 2002, les réserves financières s'élevaient à 32,9 milliards de dollars, au lieu de 4,4 milliards en 1999. Au cours de cette période, la dette extérieure de l'Algérie a été réduite de 28,3 milliards à 22 milliards de dollars, tandis que les investissements étrangers, y compris le secteur des hydrocarbures, s'élevaient à 10 milliards de dollars.

Bouteflika fut le premier à mettre en marche sa campagne électorale, en visitant une province après l'autre pour écouter les problèmes des citoyens. Son geste de se rendre sur les ruines du complexe gazier de Skikda après l'explosion du 19 janvier, pour apprécier les dégâts et garantir les postes de travail, a également été très apprécié.

Brisant alors pour la première fois son silence sur les élections présidentielles du mois d'avril, il s'est défini comme un homme de réconciliation, prêt à travailler dans le domaine des constantes nationales.

« Mon objectif principal – a-t-il déclaré – est de mieux servir l'Algérie dans le cadre du pluralisme, abstraction faite des tendances politiques et idéologiques, qu'elles soient de gauche ou de droite », un discours qui tend à le positionner non pas comme un homme de parti, comme ses adversaires, mais comme le symbole d'une doctrine à laquelle tous les algériens se rallieraient.

Cependant, et comme dans bien d'autres occasions, ces élections suscitent peu d'enthousiasme au cœur de l'opinion publique. Bien peu sont ceux qui pensent que le scrutin sera réellement transparent et, en tout état de cause, l'opinion la plus générale en Algérie est que malgré les changements et les promesses, les élections ne vont pas se décider totalement dans les urnes, en raison du rôle joué par la bataille sous-jacente entre clans pour le pouvoir. ■

## Peu d'algériens croient que les élections se décident réellement dans les urnes

